

Laboratoire d'analyse de presse
Caisse Chartier

Rapport d'analyse d'impact de la couverture de presse

**Ministère des Ressources naturelles,
de la Faune et des Parcs**

Rapport final sur la forêt

8 juin 2005

INTRODUCTION

Ce rapport a été préparé par le Laboratoire d'analyse de presse de la Chaire en relations publiques de l'UQAM pour la direction des communications du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs. Il présente une synthèse de l'image véhiculée par les médias sur les choix du gouvernement et des ministres relativement au dossier de la forêt au Québec.

Ce document résume les principaux éléments de contenu qui se dégagent des 7 653 unités d'information provenant de 594 documents diffusés par la presse écrite et électronique entre le 1^{er} décembre 2004 et le 26 mai 2005.

Le mandat

L'analyse réalisée par le Laboratoire propose d'établir la valeur positive, négative ou neutre de la couverture de presse consacrée aux décisions du gouvernement du Québec entourant la gestion forestière, de retracer et d'évaluer les sujets qui la concernent et l'impact des propos rapportés des principaux intervenants et groupes d'intervenants.

Cette étude précise quel genre de traitement médiatique a été accordé aux dossiers abordés. Elle donne également un aperçu du contenu en tenant compte des médias, des types de médias et des périodes.

Cette analyse interprète de façon objective la couverture de presse, scrute plus profondément ce qu'elle contient et décode certaines données et références qui se dégagent dans l'information véhiculée par la presse.

APERÇU GÉNÉRAL DE LA COUVERTURE DE PRESSE

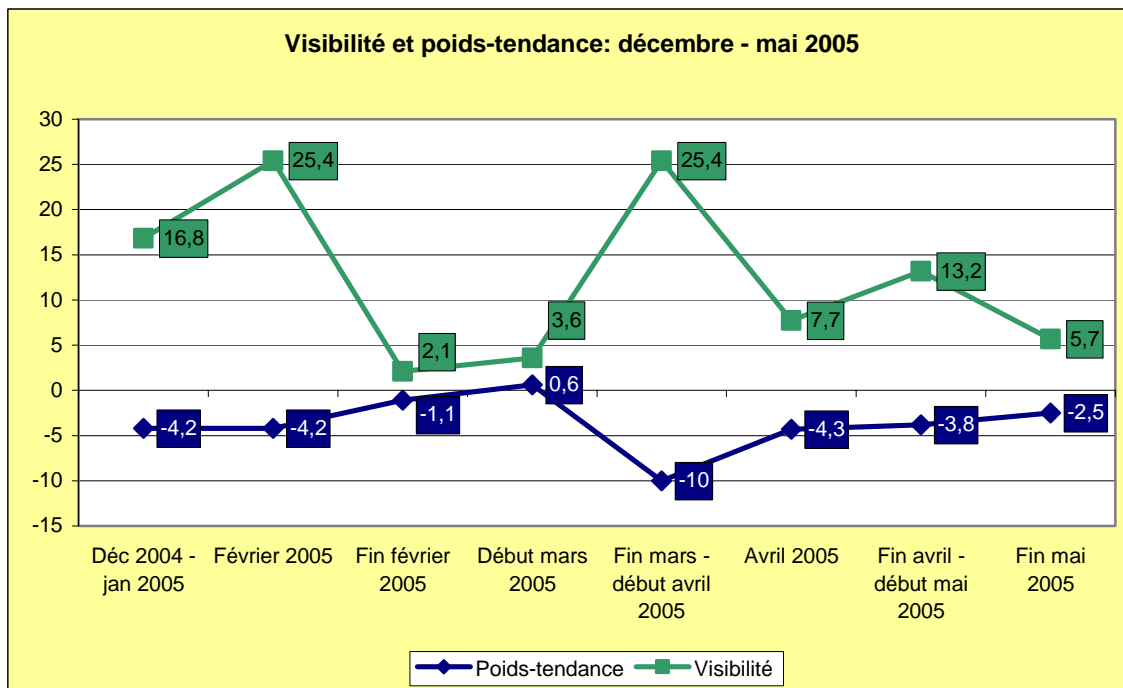
Une tendance défavorable dans un contexte neutre

L'indice cumulé de poids-tendance (29,4-)¹ récapitulant l'évolution moyenne de la tendance entre le 1^{er} décembre 2004 et le 26 mai 2005 montre que les médias tiennent généralement des propos défavorables à l'encontre de l'action gouvernementale dans le domaine de la forêt. Toutefois, le taux de partialité peu élevé de la couverture (16 %) vient nuancer le discours de presse puisqu'en général, selon les compilations du Laboratoire depuis 25 ans, le taux moyen de partialité d'une couverture médiatique s'établit à 40%; les médias adoptent donc un ton relativement neutre, comme le montre le tableau ci-dessous :

Unités orientées		Unités neutres
Unités positives	Unités négatives	
5,7 %	10,3 %	84 %
16 %		

¹ Sur une échelle allant de 100- à 100+.

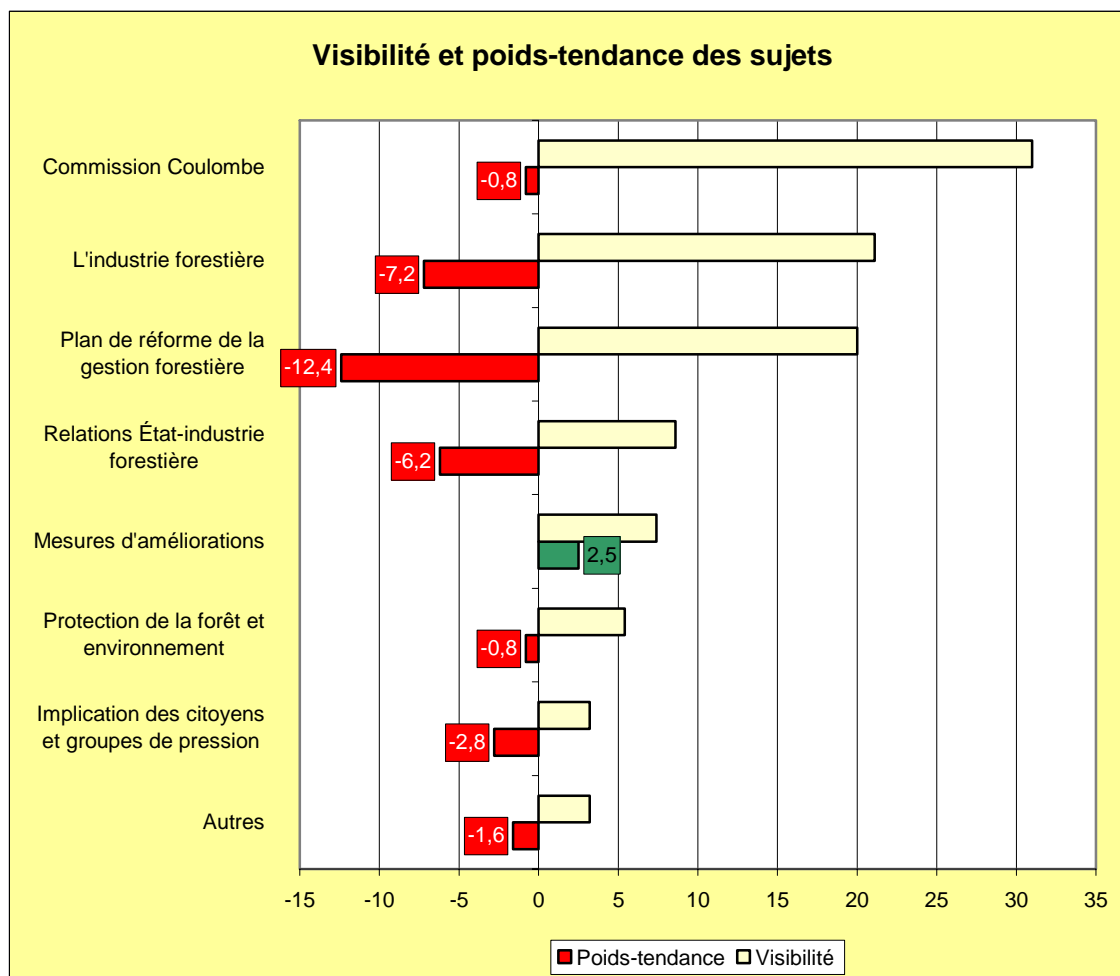
La tendance a évolué au cours de la période, suivant l'avancement de *l'application des recommandations* du rapport de la **commission Coulombe**, comme le montre graphique suivant :



La presse s'est montrée plus volubile au début de l'année 2005, de même qu'à la fin mars et au début du mois d'avril. Elle tient des propos critiques à l'égard de l'action gouvernementale tout au long de la période étudiée, la fin du mois de mars étant la phase la plus délicate.

LES SUJETS

Le graphique² suivant récapitule le poids de chaque sujet sur l'ensemble de la couverture du 1^{er} décembre 2004 au 26 mai 2005 :

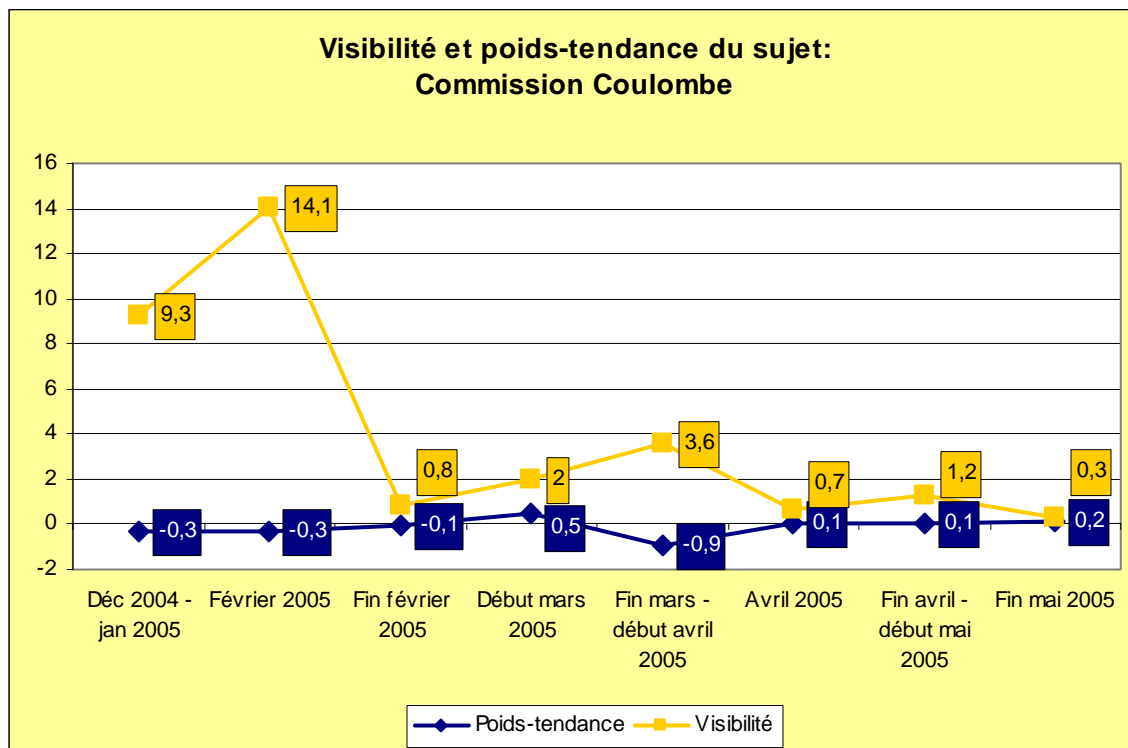


Tous les sujets sont négatifs à l'exception des **mesures d'amélioration**, le **plan de réforme de la gestion forestière** étant le plus défavorable.

² Apparaissent en rouge les sujets négatifs et en vert les sujets positifs.

1/ Commission Coulombe

Le sujet se rapportant à la **commission Coulombe** est le plus visible de la couverture en raison de l'intérêt que celle-ci a suscité lors de sa tenue, le dépôt de son rapport ayant donné lieu à de très nombreux débats dans la presse. Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la visibilité et du poids du sujet au cours de la période étudiée :



Malgré sa très large visibilité, la **commission Coulombe** a cependant un impact limité sur la tendance générale de la couverture car la plupart des propos tenus par les médias à son sujet ressortent au neutre pour le gouvernement.

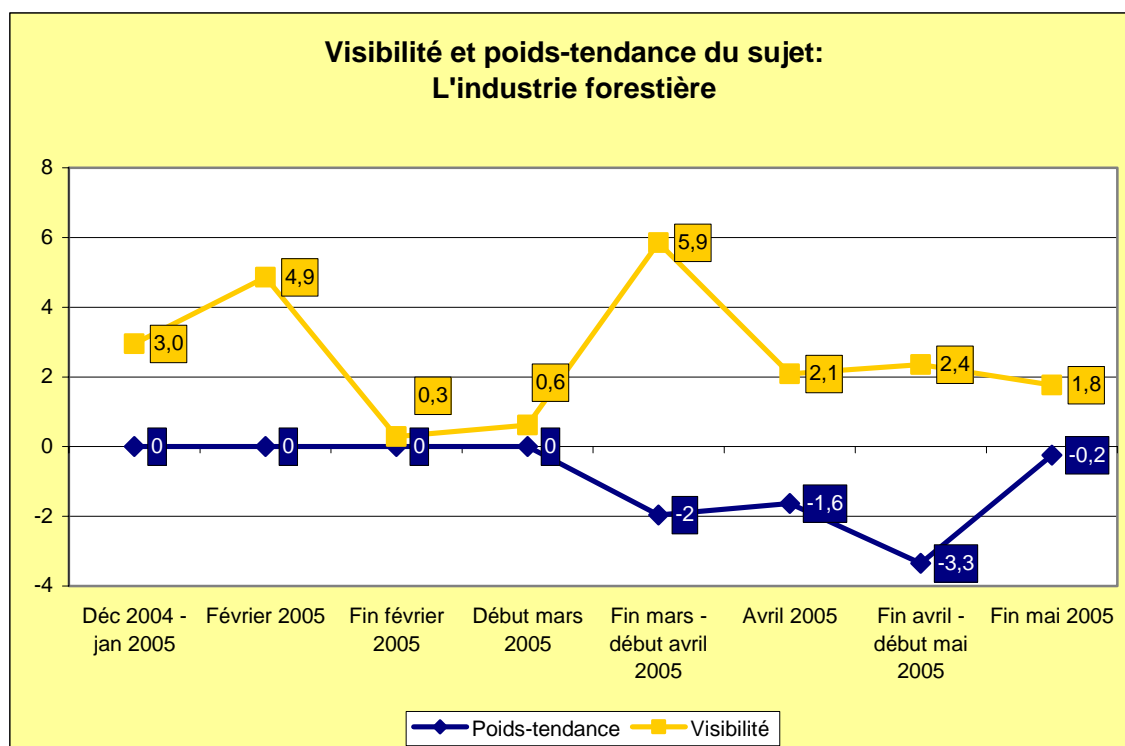
Lors des mois de janvier et février, la mise en évidence de la *surexploitation de la forêt* et la *recommandation de réduire la possibilité forestière* par la **commission Coulombe** font l'effet d'un électrochoc auprès de la presse, si bien que la couverture est alors très abondante, avant qu'elle ne décroisse brutalement à partir de la fin février.

Au début du mois d'avril, la plupart des intervenants cités par les médias saluent le rapport de la **commission** mais critiquent le fait que le gouvernement n'applique alors que la recommandation de réduire la *possibilité forestière* de 20 %, faisant peu de cas des autres recommandations émises, et pourtant indissociables selon eux, de la première.

Les médias tiennent ensuite des propos neutres à l'égard du gouvernement lorsqu'ils constatent que celui-ci élargit l'*application des recommandations* dans le sens de ce que proposait la **commission**. Ils tiennent alors des propos très favorables sur la création du *poste de chef forestier* ou encore la constitution de *commissions forestières régionales*.

2/ L'industrie forestière

L'**industrie forestière** est le deuxième sujet le plus visible de la couverture et en est le deuxième plus négatif. Très neutres jusqu'au mois de mars, les médias donnent ensuite de plus en plus la parole aux compagnies forestières qui tiennent des propos très défavorables à l'égard de l'application des recommandations du rapport Coulombe. Le graphique ci-dessous montre l'évolution du sujet sur l'ensemble de la période :



Les médias rapportent l'inquiétude de l'**industrie forestière** quant à son avenir et à celui des régions. Suite au vote de la *loi 71 sur les forêts* instituant la *réduction de la possibilité forestière*, les professionnels du milieu ne tardent pas à trouver de larges tribunes dans les médias, prédisant un désastre économique pour les régions tout en affichant une certaine méfiance face aux *mesures d'atténuation* préconisées par le gouvernement.

Les ténors de l'**industrie forestière** manifestent leur déception à propos de la *tournée* régionale du ministre Corbeil, la presse affirmant que l'industrie « accuse le

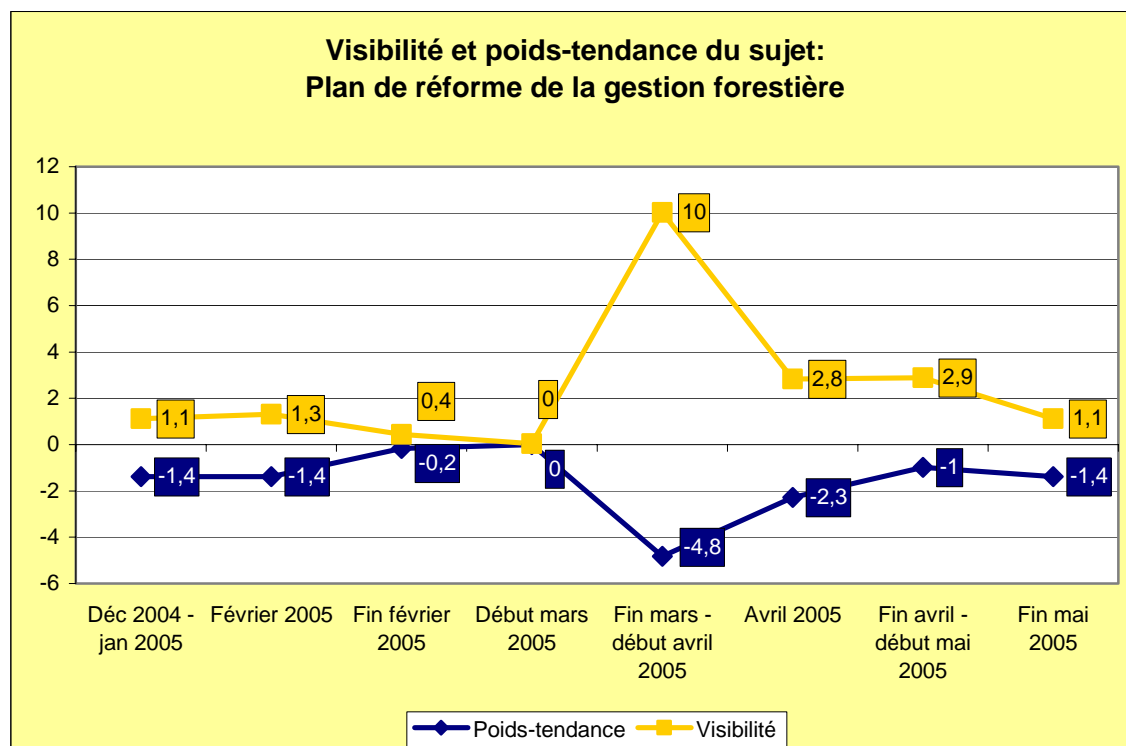
gouvernement Charest de la tenir à l'écart des solutions à mettre en place pour appliquer les recommandations du rapport Coulombe [et] déplore que son expertise soit ignorée » (*SRC-R1*, Montréal).

Les annonces, peu de temps après, de centaines de mises à pied, aussi bien par les gros joueurs de l'industrie comme Tembec, que par de petites scieries indépendantes, viennent confirmer dans un premier temps les craintes des médias. Toutefois, ceux-ci réalisent à partir de la fin du mois de mai que « cette baisse du volume disponible arrive à point [...] car elle fait porter la faute sur le dos du gouvernement [...] alors que dans les faits, même sans le rapport Coulombe et les décisions gouvernementales subséquentes, cette opération de rationalisation était inévitable » (*Journal de Montréal*, 24 mai 2005).

Cette prise de conscience permet au sujet de se trouver quasiment au neutre à la fin de la période étudiée.

3/ Plan de réforme de la gestion forestière

Le **plan de réforme de la gestion forestière** est le troisième sujet de la couverture en terme de visibilité mais surtout celui que les médias critiquent le plus, comme le montre le graphique suivant :



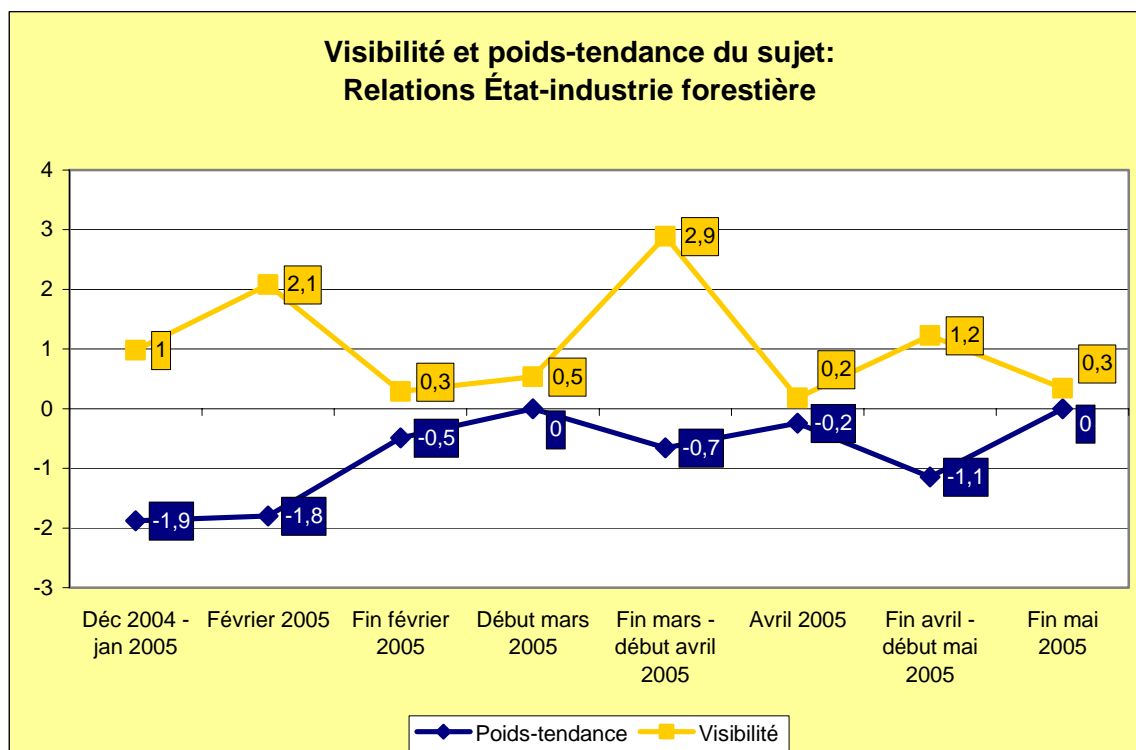
Il est très peu question du **plan de réforme de la gestion forestière** jusqu'à la fin mars puisque les médias en parlent essentiellement à partir du vote, controversé selon eux, de la *Loi sur les forêts*. Si les médias des grands centres urbains reconnaissent à cette occasion le « courage » du gouvernement, il n'en reste pas moins que le **plan de réforme de la gestion forestière** fait par la suite l'objet de vives critiques, notamment de la part des médias régionaux. Ceux-ci estiment en effet qu'une *réduction de la possibilité forestière* de 20 % aura un *impact économique* très sévère en région. La réaction du *Quotidien/Progrès-dimanche* est très vive puisqu'il écrit que l'on assiste au « triomphe de la crétinerie délirante et de l'imbécillité » (*Le Quotidien/Progrès-dimanche*, 23 mars 2005), et il évalue que les *pertes d'emploi* toucheront entre 10 000 et 15 000 travailleurs.

Les médias se montrent également très critiques à propos des *mesures d'atténuation* prévues pour pallier à la *réduction de la possibilité forestière*. Ils affirment que les entreprises « s'estiment déjà abandonnées par le gouvernement [et qu'elles se disent] déçues de l'absence d'argent neuf consacré aux mesures d'atténuation, du manque de substance du plan d'action et du report à plus tard des interventions envisagées » (*Journal de Québec*, 24 mars 2005). Selon le *Quotidien/Progrès-dimanche* notamment, les régions trouvent que le gouvernement est déconnecté des réalités comme en témoigne la crise entre la *Conférence régionale des élus du Saguenay-Lac-Saint-Jean* et le gouvernement.

Le **plan de réforme de la gestion forestière** continue par la suite de susciter des remarques défavorables de la part des médias, mais d'une manière plus modérée car la presse s'interroge maintenant sur l'état actuel de la situation. RDI en vient ainsi à se demander : « Alors on fait quoi? On maintient les mesures de conservation même si ça fait mal à court terme ou est-ce qu'on donne raison aux compagnies pour sauver le maximum d'usines possible? » (RDI, 18 mai 2005).

4/ Relations État-industrie forestière

Le sujet **relations État-industrie forestière** est le quatrième sujet de la couverture en terme de visibilité et le troisième plus défavorable. Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la visibilité et de la tendance du sujet sur l'ensemble de la couverture :

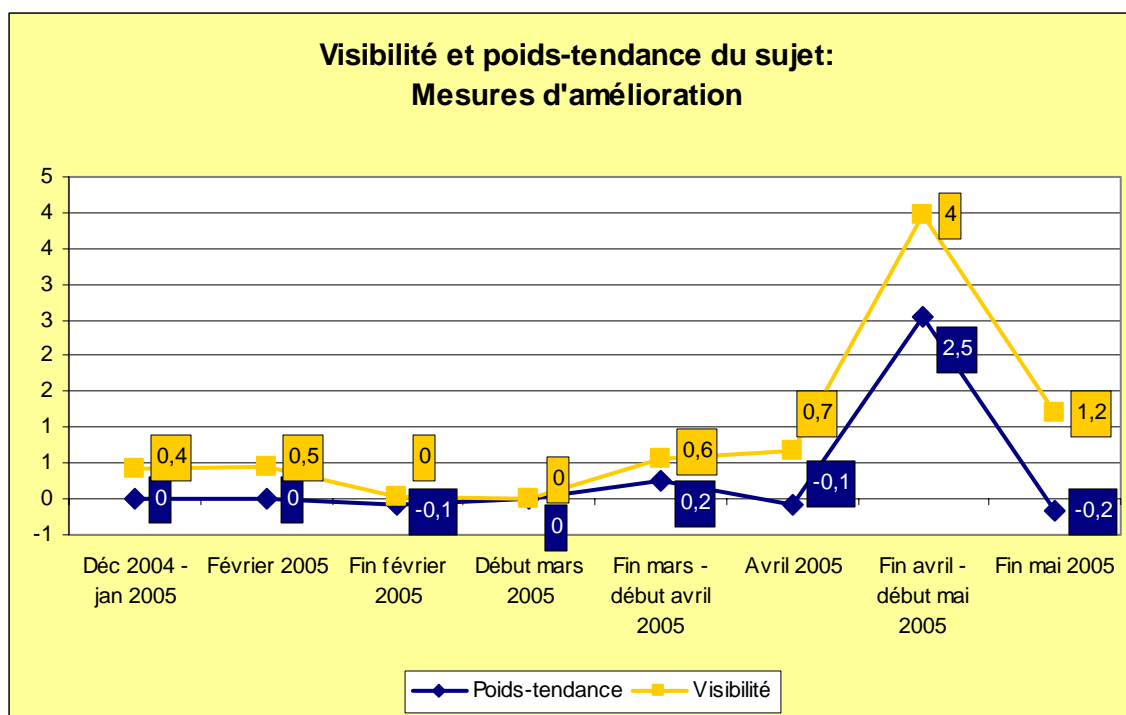


L'essentiel du contenu défavorable de ce sujet provient du début de la période étudiée. La *requête des Innus contre la compagnie Kruger* pèse sur la tendance, puisque ceux-ci « blâment » Québec, « lui reprochant d'avoir choisi la voix de l'affrontement plutôt que du dialogue et d'être demeuré silencieux aux demandes de la communauté » (*Le Soleil*, 25 janvier 2005).

Le reste de la couverture du sujet est neutre sauf lorsque les médias notent fin avril des tensions dans les **relations entre l'État et l'industrie forestière** : c'est « trop peu pour la forêt, note l'industrie » à propos des « 57 millions de dollars réservés pour toute la province » en 2005 (titre du *Soleil*, 23 avril 2005).

5/ Mesures d'amélioration

Le sujet des **mesures d'améliorations** proposées par le gouvernement est le seul de la couverture à ressortir favorablement. Il occupe la cinquième place en terme de visibilité. Le graphique ci-dessous montre son évolution sur l'ensemble de la période étudiée :



Les médias font très peu mention des **mesures d'améliorations** proposées par la **commission Coulombe** jusqu'à ce que le gouvernement n'en fasse état à partir du mois d'avril pour atténuer les effets de la réduction de 20 % de la *possibilité forestière*. La presse adopte alors un ton très favorable à ce propos, rapportant, entre autres, le changement de ton des *Conférences régionales des élus* (CRÉ). Jean-Maurice Matte, président de la CRÉ d'Abitibi-Témiscamingue, s'affirme heureux de constater que « pour une fois [...] un gouvernement veut aller vite dans les mesures positives [et que donc il] va adhérer à 100 % à cette démarche-là » (*CKRN, SRC-TV, Rouyn-Noranda*, 26 avril 2005).

Toutefois la *tournée* en région des ministres a fait l'objet de quelques remarques désobligeantes, la presse reprochant au ministre de réaliser « une opération de relations publiques [plutôt que d'apporter] une véritable aide aux régions périphériques touchées » (*Le Quotidien/Progrès-Dimanche*) tout en rappelant néanmoins et à plusieurs reprises que « les élus se sont dits heureux de la rencontre [et qu'] ils ont le sentiment d'avoir été écoutés » (*CBVT, SRC-TV, Gaspé*, 4 mai 2005).

6/ Les autres sujets

Les trois derniers sujets de la couverture représentent à peine plus de 10 % du total de la couverture. Leur poids est donc relativement limité. Il s'agit de la **protection de la forêt et l'environnement**, de **l'implication des citoyens et groupes de pression** et du sujet **autres**.

Protection de la forêt et l'environnement

Ce sujet ressort légèrement au négatif. Les médias rapportent les propos d'intervenants locaux ou du milieu estimant que « l'application des mesures du rapport Coulombe dans une perspective tenant compte uniquement des considérations environnementales, en délaissant les aspects sociaux et économiques, ne constitue en rien du développement durable » (propos de Françoise Bertrand, PDG de la Fédération des chambres de commerce du Québec, repris par *Les Affaires*, 2 avril 2005).

Implication des citoyens et groupes de pression

L'implication des citoyens et des groupes de pression est reprise négativement par les médias, surtout à partir de la *tournée* prévue par le ministre Corbeil pour expliquer les *mesures d'atténuation* qu'il entend appliquer dans chaque région. Les *commissions régionales des élus* (CRÉ), ainsi que les syndicats, tiennent des propos négatifs à l'encontre du gouvernement. Bernard Généreux, président de la *CRÉ* du Saguenay-Lac-Saint-Jean, est déçu de constater que le gouvernement considère que les *mesures d'atténuation* que la région propose ne sont « qu'une liste d'épicerie » (*CHRL-FM, Roberval*, 26 mai 2005).

Autres

Il s'agit du dernier sujet de la couverture en terme de visibilité. Il regroupe les éléments de couverture qui ne pouvaient être classés sous les sujets énumérés précédemment; ils ressortent négativement.

CONCLUSION

L'analyse du discours de presse révèle que les médias tiennent des propos légèrement défavorables concernant l'action gouvernementale dans le domaine de la forêt, puisque si l'indice de poids-tendance s'établit à 29,4 points négatifs, il est important de rappeler le ton très neutre de la couverture dont le taux de partialité n'est que de 16 %. On peut donc dire que dans un contexte où la presse prend à peine position, il en ressort un impression défavorable.

Les médias ont abordé les sujets au fur et à mesure de l'avancement de *l'application des recommandations* du rapport Coulombe. Ils se sont tout d'abord intéressés au déroulement de la **commission** avant d'analyser longuement le rapport. Ils ont ensuite rapporté les démarches réalisées par le gouvernement pour appliquer son **plan de réforme de la gestion forestière**, avant de citer les propos des professionnels de la forêt, très défavorables. Enfin, les médias ont étudié les **mesures d'améliorations** proposées par le gouvernement; seul ce dernier point ressort favorablement dans la presse.

Le débat sur *l'application des recommandations* de la commission Coulombe n'a pas fini d'alimenter les médias, surtout la presse régionale, *Le Quotidien/Progrès-dimanche* étant à lui seul à l'origine de près de la moitié du contenu défavorable de la couverture. C'est à la vue de *l'impact économique* qui en résultera dans les régions et à celui de l'effet des *mesures d'atténuation*, que se mesurera le succès de la réforme du mode de gestion forestière.